

Chambre des Représentants

SESSION 1972-1973.

29 MAI 1973.

PROJET DE LOI portant le règlement de discipline des Forces armées.

AMENDEMENTS
PRESENTES PAR LE GOUVERNEMENT.

Art. 16.

1. — Au § 1 supprimer la dernière phrase.
2. — Ajouter un § 3 (nouveau) libellé comme suit :
« § 3. Il est interdit aux militaires toute forme de grève ».

JUSTIFICATION.

L'interdiction du recours à la grève ne s'applique qu'aux militaires des cadres actifs des Forces terrestre, aérienne et navale.

Cette interdiction doit s'appliquer à tous les militaires des Forces armées, y compris les membres de la Gendarmerie.

Art. 22.

Au § 1, remplacer le 1° par ce qui suit :

« 1° pour les miliciens et pour les volontaires qui accomplissent leur premier engagement ou rengagement :

- » a) le rappel à l'ordre;
- » b) la remontrance;
- » c) la consigne de une à quatre fois quatre heures;
- » d) les arrêts simples de 1 à 8 jours;
- » e) les arrêts de rigueur de 1 à 4 jours ».

JUSTIFICATION.

Au moment où le projet de loi disciplinaire fut introduit, il était dans nos intentions de prévoir dans la rédaction du statut des caporaux et soldats, que ceux-ci pourraient après une période relativement courte

Voir :

373 (1971-1972) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 à 6 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1972-1973.

29 MEI 1973.

WETSONTWERP houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht.

AMENDEMENTEN
VOORGESTELD DOOR DE REGERING.

Art. 16.

1. — In § 1, de laatste zin weglaten.
2. — Een § 3 (nieuw) toevoegen, luidend als volgt :
« § 3. De militairen wordt elke vorm van staking ontzegd ».

VERANTWOORDING.

Het ontzeggen van elke vorm van staking is enkel toepasselijk op de militairen van de actieve kaders van de Land-, Lucht- en Zeemacht.

Dit verbod moet toepasselijk zijn op alle militairen van de Strijdkrachten, de leden van de Rijkswacht inbegrepen.

Art. 22.

In § 1, het 1° vervangen door wat volgt :

« 1° voor de dienstplichtigen en de vrijwilligers die hun eerste dienstverbintenis of wederdienstneming volbrengen :

- » a) de terechtwijzing;
- » b) de vermaning;
- » c) het consigne van eenmaal tot viermaal vier uren;
- » d) het eenvoudig arrest van 1 tot 8 dagen;
- » e) het zwaar arrest van 1 tot 4 dagen ».

VERANTWOORDING.

Op het ogenblik waarop het ontwerp van tuchtreglement werd ingediend, was het bedoeling bij de opstelling van het statuut van korporaals en soldaten te bepalen dat deze na een vrij korte periode zouden over-

Zie :

373 (1971-1972) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 tot 6 : Amendementen.

accéder au cadre des caporaux de carrière. De ce fait, seuls en pratique, les jeunes militaires seraient restés soumis au système des rengagements successifs. Depuis lors, cette conception fut cependant abandonnée, ce qui fait que dans l'avenir, les militaires âgés seront encore soumis au système des rengagements.

Pour ces derniers, la punition de consigne n'est pas davantage justifiée que pour les autres militaires de carrière.

L'amendement propose, d'autre part, de prévoir aussi la remontrance pour les miliciens et ces jeunes rengagés.

Art. 27.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Les arrêts de rigueur impliquent pendant la durée de la punition :

» 1° la participation au service normal et aux services d'intérêt général;

» 2° en d'autres temps, l'isolement dans un local fermé.

» Dans les cas exceptionnels à apprécier par le chef de corps, ce dernier peut interdire de participer au service normal et aux services d'intérêt général ».

JUSTIFICATION.

Contrairement au libellé du texte original, cet amendement fixe comme règle générale, la participation au service, de militaires punis d'arrêt de rigueur.

L'isolement dans un local fermé constitue l'exception.

Art. 28.

Remplacer le 2° par ce qui suit :

« 2° en cas de récidive.

» Est en état de récidive, le militaire qui commet dans un délai de six mois une transgression disciplinaire de même nature que celle pour laquelle il a été condamné ou puni ».

JUSTIFICATION.

Etant donné le temps réel de service auquel sont astreints les miliciens, il est équitable de maintenir le temps prévu pour la récidive à six mois.

Etant donné, d'autre part, qu'il n'y a pas de raisons pour traiter dans ce domaine, les autres militaires d'une façon différente, il est proposé de porter le délai nécessaire pour qu'il y ait récidive, à six mois pour tous.

Etant donné que la récidive repose sur la similitude des nouveaux faits commis par rapport aux précédents, la manière dont ces précédents faits furent punis, pénalement ou disciplinairement, est indifférente. C'est pourquoi il est proposé de prévoir dans le texte les condamnations précédentes comme causes de la récidive.

Art. 37.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Appel peut être interjeté contre toute infraction d'une punition disciplinaire ».

JUSTIFICATION.

Cet amendement a surtout pour but de parfaire le texte néerlandais. En effet, l'appel n'est pas interjeté contre une punition mais contre la décision qui l'a infligée.

gaan naar het kader der beroepskorporaals. Daardoor zouden in de praktijk nog alleen jonge militairen onderworpen zijn aan het stelsel van opeenvolgende dienstnemingen. Deze opvatting werd echter sindsdien opgegeven, zodat in de toekomst ook nog oudere militairen aan het stelsel van wederdienstneming zullen onderworpen zijn.

Voor deze laatsten is de consignestraf dan evenmin gewettigd als voor de andere beroepsmilitairen.

Het amendement stelt ook voor de vermaning in te voeren voor de dienstplichtigen en voor deze jonge vrijwilligers.

Art. 27.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Het zwaar arrest brengt met zich mee tijdens de duur van de straf :

» 1° de deelneming aan de normale dienst en aan de diensten van algemeen belang;

» 2° daar buiten, de afzondering in een gesloten kamer.

» In uitzonderlijke gevallen, door de korpscommandant te beoordeelen, mag deze laatste de deelneming aan de normale dienst en aan de diensten van algemeen belang, verbieden ».

VERANTWOORDING.

In tegenstelling tot de oorspronkelijke tekst stelt dit amendement als algemene regel de deelneming aan de dienst van de militairen die met zwaar arrest zijn gestraft.

De afzondering in een gesloten kamer moet uitzonderlijk blijven.

Art. 28.

Het 2° vervangen door wat volgt :

« 2° bij recidive.

» Een militair bevindt zich in een toestand van recidive wanneer hij zich binnen een termijn van zes maanden schuldig maakt aan een krijgstuchtelijk vergrijp dat van dezelfde aard is als de feiten waarvoor hij werd veroordeeld of tucht-rechtelijk gestraft ».

VERANTWOORDING.

Gelet op de werkelijke diensttermijn die de dienstplichtigen vervullen, is het billijk de voor de recidives geldende termijn op zes maanden te behouden.

Aangezien er voorts geen redenen zijn om de andere militairen op dit gebied verschillend te behandelen, wordt voorgesteld de voor de recidive nodige termijn voor iedereen op zes maanden te brengen.

Vermits de recidive onderstelt dat de nieuwe gepleegde feiten van dezelfde aard zijn als de vroegere feiten, heeft het ook geen belang of deze vroegere feiten strafrechtelijk dan wel tucht-rechtelijk werden gestraft. Daarom wordt voorgesteld in de tekst de vroegere veroordeling als grond van recidive op te nemen.

Art. 37.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Tegen de oplegging van elke tuchtstraf kan beroep worden ingesteld ».

VERANTWOORDING.

Dit amendement beoogt vooral de verbetering van de Nederlandse tekst. Beroep wordt inderdaad niet ingesteld tegen een straf, maar tegen de beslissing waarbij zij wordt opgelegd.

Art. 40.

Remplacer le premier alinéa par ce qui suit :

« *Quand un militaire, pendant une période dont la durée est fixée par le Roi, n'a encouru aucune punition pour une transgression disciplinaire, ni aucune peine pour une infraction militaire, l'inscription des punitions militaires qui lui ont été infligées est effacée du feuillet de punitions et toute trace en est supprimée* ».

JUSTIFICATION.

Il ne s'agit pas tellement de ne pas être puni pendant un temps déterminé comme il est énoncé dans le projet de loi, mais de n'avoir commis pendant ce délai aucun fait punissable.

L'amendement propose également de ne pas effacer les punitions lorsque dans le délai fixé, le militaire se rend coupable d'une infraction militaire. Une telle conséquence doit toutefois être limitée aux infractions militaires, car il est impossible de déterminer à l'avance et d'une manière générale quelles condamnations pour infractions de droit commun ont en même temps un caractère disciplinaire.

Art. 41.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« § 1. *Lorsqu'un militaire s'est rendu coupable d'une ou plusieurs transgressions disciplinaires graves, il peut être mis sous contrôle dans son unité si cette mesure est requise pour les besoins de l'enquête ou du maintien de l'ordre.*

» *Elle est décidée par le chef de corps ou par son délégué assurant la permanence de commandement.*

» § 2. *Un militaire prévenu d'avoir commis une infraction peut également être mis sous contrôle dans les mêmes conditions, aux fins d'être déféré aux autorités judiciaires.*

» § 3. *La mise sous contrôle ne peut excéder vingt-quatre heures* ».

JUSTIFICATION.

L'abrogation des articles 4 à 14 du Code de procédure pour l'armée de terre du 20 juillet 1814 a pour conséquence de ne plus permettre l'arrestation par son supérieur de tout militaire commettant une infraction.

Nous estimons que cette disposition aurait mieux sa place dans le Code de procédure pénale militaire.

Toutefois, en attendant la réforme de ce Code en ce sens et pour pallier la lacune juridique précitée qui présente de graves inconvénients, notamment en Allemagne, il est nécessaire d'amender le projet de loi en insérant le texte qui constitue le § 2 du nouvel article 41 proposé.

Art. 43.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« *Il ne peut être infligé aucune sanction disciplinaire à un militaire :*

» *1° pour les mêmes faits que ceux pour lesquels il a été condamné par les juridictions pénales, même si cette infraction constitue également une transgression disciplinaire;*

» *2° lorsqu'il a été déclaré par les juridictions pénales, non coupable des faits qui lui sont reprochés* ».

JUSTIFICATION.

Dans le 1° du texte de l'amendement, il est fait application de la règle *non bis in idem* comme dans le texte de l'actuel article 43 du projet de loi.

Art. 40.

Het eerste lid van dit artikel vervangen door wat volgt :

« *Heeft een militair gedurende een termijn waarvan de duur door de Koning wordt bepaald, geen straf opgelopen voor een krijgstuchtelijk vergrijp of voor een militair misdrijf, dan worden de aantekeningen betreffende de tuchtstraffen die hem werden opgelegd, in het strafblad geschrapt en elk spoor ervan wordt verwijderd* ».

VERANTWOORDING.

Het komt er niet zozeer op aan gedurende een bepaalde termijn niet gestraft te zijn geweest, zoals in het wetsontwerp staat, maar in die termijn geen strafbare feiten te hebben gepleegd.

Het amendement stelt ook voor de uitwissing der straffen niet toe te laten als de militair zich in de te bepalen termijn schuldig maakt aan een militair misdrijf. Zulks moet echter tot de militaire misdrijven beperkt blijven, omdat het onmogelijk is bij voorbaat en op algemene wijze te bepalen welke veroordelingen voor gewone misdrijven tevens een tuchtrechtelijk karakter hebben.

Art. 41.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« § 1. *Wanneer een militair één of meer zware tuchtvergrijpen heeft begaan, kan hij in zijn eenheid onder toezicht worden geplaatst, indien deze maatregel vereist is in het belang van het onderzoek of van de handhaving van de orde.*

» *Deze maatregel wordt genomen door de korpscommandant of door zijn afgevaardigde die het commando waarneemt.*

» § 2. *Een militair die er van verdacht wordt een misdrijf te hebben gepleegd, kan, met het oog op zijn terbeschikkingstelling van de gerechtelijke overheid, onder dezelfde voorwaarden onder toezicht worden geplaatst.*

» § 3. *Het onder toezicht plaatsen mag vierentwintig uur niet te boven gaan* ».

VERANTWOORDING.

De opheffing van de artikelen 4 tot 14 van het Wetboek van strafordering voor het krijgsvolk te lande van 20 juli 1814 heeft tot gevolg dat het de meerdere niet meer toegelaten is een militair die een misdrijf begaat, aan te houden.

Wij menen dat deze bepaling beter zou worden opgenomen in het Wetboek van militaire strafordering.

In afwachting echter dat dit Wetboek in die zin wordt gewijzigd, en om de hogervermelde juridische leemte die, met name in Duitsland, ernstige nadelen biedt, aan te vullen, is het nodig het wetsontwerp te amenderen door invoeging van een tekst die § 2 van het nieuw voorgestelde artikel 41 uitmaakt.

Art. 43.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« *Aan een militair mogen geen tuchtstraffen worden opgelegd :*

» *1° voor dezelfde feiten als die waarvoor hij door de strafrechter veroordeeld is, zelfs niet wanneer het gepleegde misdrijf tevens een krijgstuchtelijk vergrijp is;*

» *2° wanneer hij door de strafrechter onschuldig is verklaard aan de hem toegeschreven feiten* ».

VERANTWOORDING.

In het 1° van de tekst van dit amendement wordt van de regel *non bis in idem* dezelfde toepassing gemaakt als in de tekst van artikel 43 van het wetsontwerp.

Pour dais raisons d'équité, il est toutefois prévu dans ce texte que, lorsqu'un militaire a été acquitté devant les juridictions pénales parce qu'il n'a pas été reconnu coupable des faits qui lui sont reprochés, il ne peut lui être infligé aucune sanction disciplinaire en raison des mêmes faits.

Art. 44.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Les dispositions de l'article 24 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre I du Code de procédure pénale militaire sont remplacés par les dispositions suivantes :

» Article 24. — § 1. Le ministère public ordinaire ou militaire, la chambre des mises en accusation ou la chambre du conseil, la commission judiciaire de la cour militaire ou du conseil de guerre et toute juridiction pénale saisie de la poursuite d'une infraction qui paraît présenter peu de gravités, peuvent renvoyer le prévenu militaire à son chef de corps pour être puni disciplinairement.

» § 2. L'ordonnance de la commission judiciaire est prise à la majorité des voix. L'auditeur général ou l'auditeur militaire peuvent interjeter appel de cette décision dans les trois jours par une déclaration faite au greffe. Il est statué d'urgence, sur ce recours, par la cour militaire pour les ordonnances de la commission judiciaire de celle-ci, par un conseil de guerre compétent dans les autres cas.

» § 3. La cour militaire ou le conseil de guerre, saisi de l'appel de l'auditeur général ou de l'auditeur militaire siègent en chambre du conseil. Le militaire en cause est avisé par l'auditeur général ou l'auditeur militaire du jour et de l'heure de l'audience, soit directement par un acte contresigné par le greffier, soit par une lettre recommandée confiée par l'auditeur à la poste avec l'accusé de réception, soit par l'intermédiaire de l'autorité hiérarchique militaire ou encore, si le militaire en cause est détenu, par l'intermédiaire du directeur de la prison ».

JUSTIFICATION.

La fusion, dans l'amendement proposé, du texte de l'article 24 de la loi du 15 juin 1899 et de celui de l'article 44 du projet de loi, permet de se faire un aperçu plus net de la matière relative au renvoi à la discipline du corps.

Les limitations prévues par le projet de loi quant au renvoi à la discipline — notamment : « le fait punissable ne peut avoir causé de dommage à des tiers, ou le dommage doit avoir été entièrement réparé » — ont été également abrogées, dans l'intérêt du militaire. Le tiers ne s'en trouve pas pour autant préjudicié, puisqu'il peut toujours se constituer partie civile devant les tribunaux civils compétents.

La procédure à suivre lors du renvoi à la discipline du corps est améliorée : tel est l'objet des §§ 2 et 3 du texte proposé.

Art. 47.

1. — Remplacer le 5° par ce qui suit :

« 5° les articles 4 à 14 du Code de procédure à l'armée de terre du 20 juillet 1814 et les articles 2 à 14 du Code de procédure à l'armée de mer du 20 juillet 1814; ».

2. — Insérer un 5°bis libellé comme suit :

« 5°bis l'arrêté du Prince Souverain du 20 juillet 1814, portant règlement de discipline militaire pour l'armée de mer ».

Bilijkheidshalve wordt in de tekst echter ook bepaald dat, wanneer een militair door de strafrechter wordt vrijgesproken omdat hij onschuldig is aan de hem toegeschreven feiten, er geen tuchtstraf meer kan worden opgelegd voor dezelfde feiten.

Art. 44.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« De bepalingen van artikel 24 van de wet van 15 juni 1899 houdende titel I van het Wetboek van militaire strafordening worden vervangen door de volgende bepalingen :

» Artikel 24. — § 1. Het gewone of het militaire openbaar ministerie, de kamer van inbeschuldigingstelling of de raadkamer, de rechterlijke commissie bij het Militair Gerechtshof of bij een krijgsraad en elke strafrechtbank die wordt belast met de vervolging van een misdrijf dat weinig ernstig schijnt te zijn, mogen de verdachte militair naar diens korpscommandant verwijzen om hem krijgstuchtelijk te doen straffen.

» § 2. De beschikking van de rechterlijke commissie wordt bij meerderheid van stemmen genomen. De auditeur-generaal of de krijgsauditeur kan bij een verklaring ter griffie binnen een termijn van drie dagen hoger beroep instellen tegen deze beslissing. Over dit hoger beroep wordt bij hoogerdringendheid uitspraak gedaan door het Militair Gerechtshof wanneer het beroep wordt ingesteld tegen een beschikking van de rechterlijke commissie bij dit hof, en door de bevoegde krijgsraad in de andere gevallen.

» § 3. Het Militair Gerechtshof of de krijgsraad die uitspraak moet doen over het hoger beroep ingesteld door de auditeur-generaal of de krijgsauditeur zetelt in raadkamer. De dag en het uur van de zitting worden door de auditeur-generaal of de krijgsauditeur aan de betrokken militair medegedeeld, ofwel rechtstreeks bij een akte die door de griffier wordt medeondertekend, ofwel door een aangetekende brief met ontvangstbewijs, ofwel door toedoen van de hiërarchische militaire overheid of nog, wanneer de betrokken militair gedetineerd is, door toedoen van de directeur van de gevangenis ».

VERANTWOORDING.

Door de tekst van artikel 24 van de wet van 15 juni 1899 en die van artikel 44 van het wetsontwerp samen te smelten in het hier voorgestelde amendement wordt de verwijzing naar de tucht van het korps een overzichtelijker aangelegenheid.

Tevens werden de beperkingen die in de tekst van het wetsontwerp aan de verwijzing naar de tucht waren gesteld, nl. het strafbaar feit mag aan derden geen schade hebben toegebracht of deze moet geheel vergoed zijn, opgeheven in het belang van de militair. De derde wordt daardoor in zijn belangen niet geschaad, vermits hij de zaak nog steeds aanhangig kan maken bij de bevoegde burgerlijke rechtbank.

De procedure die bij de verwijzing naar de tucht van het korps moet worden gevolgd, wordt vereenvoudigd. Dat is het doel van §§ 2 en 3 van de voorgestelde tekst.

Art. 47.

1. — Het 5° vervangen door wat volgt :

« 5° de artikelen 4 tot 14 van de Rechtspleging bij de landmacht van 20 juli 1814 en de artikelen 2 tot 14 van de Rechtspleging bij de zeemacht van 20 juli 1814 ».

2. — Een 5°bis invoegen, luidend als volgt :

« 5°bis het besluit van de Soevereine Vorst van 20 juli 1814, houdende reglement van krijgstucht voor het krijgsvolk te water ».

3. — Remplacer le 8° par ce qui suit :

« 8° l'arrêté royal du 31 octobre 1815 qui ordonne la mise en vigueur en Belgique du Code pénal militaire et du règlement de discipline, en tant qu'il met en vigueur en Belgique les articles 4 à 14 du Code de procédure à l'armée de terre et les articles 2 à 14 du Code de procédure à l'armée de mer, le règlement de discipline militaire pour l'armée de terre et le règlement de discipline militaire pour l'armée de mer ».

4. — Insérer un 10°bis, libellé comme suit :

« 10°bis dans l'article 2 de la loi du 24 mars 1846 sur la vente des effets militaires, les mots « et l'article 19 du règlement de discipline ».

JUSTIFICATION.

Il est nécessaire d'ajouter aux textes abrogés en ce qui concerne l'armée de terre, les dispositions similaires concernant l'armée de mer.

D'autre part, c'est l'arrêté royal du 31 octobre 1815 qui a mis les codes hollandais en vigueur en Belgique et non l'arrêté royal du 17 avril 1815.

Enfin, un texte de 1846 fait mention d'un article du règlement de discipline de 1815 qui est abrogé; ce texte doit également être abrogé.

Ces remarques font l'objet des modifications proposées à l'article 47.

Le Ministre de la Défense nationale,
P. VANDEN BOEYNANTS.

3. — Het 8° vervangen door wat volgt :

« 8° het koninklijk besluit van 31 oktober 1815 dat de inwerkingtreding, in België, van het Militair Strafwetboek en het tuchtreglement beveelt, in zover het in België de artikelen 4 tot 14 van de Rechtspleging bij de landmacht, de artikelen 2 tot 14 van de Rechtspleging bij de zeemacht, het reglement van krijgstucht voor het krijgsvolk te lande en het reglement van krijgstucht voor het krijgsvolk te water, in werking stelt ».

4. — Een 10°bis invoegen, luidend als volgt :

« 10°bis in artikel 2 van de wet van 24 maart 1846 betreffende de verkoop van militaire voorwerpen, de woorden « en artikel 19 van het tuchtreglement ».

VERANTWOORDING.

Bij de opgeheven teksten die de landmacht betreffen, moeten de gelijkaardige bepalingen betreffende de zeemacht worden gevoegd.

Anderzijds heeft het koninklijk besluit van 31 oktober 1815 en niet dat van 17 april 1815, de Hollandse wetboeken in België in werking gebracht.

Tenslotte vermeldt een tekst van 1846 een artikel van het tuchtreglement van 1815 dat is opgeheven; deze tekst moet dus eveneens worden opgeheven.

Deze opmerkingen maken het voorwerp uit van de in artikel 47 voorgestelde wijzigingen.

De Minister van Landsverdediging,
P. VANDEN BOEYNANTS.